

Le citoyen-traducteur

Nous vivons encore, hélas, dans de vieux cadres de pensée, où l'appartenance à une nation est considérée comme quelque chose de donné dérivant d'une langue maternelle, d'une conception partagée de valeurs historiques et culturelles, et d'une représentation du territoire. Mais ces mythes ne coïncident plus avec la réalité. Nous habitons désormais des espaces multilingues, plurinationaux. Nous existons dans des entre-lieux, entre un pays et un autre, entre une ville d'adoption et une ville de naissance. Et il naît de cette situation une nécessité de repenser un lien d'appartenance en accord avec la réalité de nos vies.

Au XIXe et au XXe siècle, il existait une langue profondément européenne qui traversait les frontières, de la Russie à la France, marquée par le sens de l'exil, de l'oppression, mais aussi porteuse d'un espoir d'émancipation. La langue yiddish a été détruite mais elle hante encore l'espace européen. C'est à partir de sa destruction que nous pouvons comprendre cette citoyenneté de la traduction à inventer. Repenser l'Europe à partir des entre-mondes, autour du seul tryptique qui prépare l'avenir : traduction, migration, hybridation. Autoriser le multiple pour l'avenir, penser les attachements et les loyautés plurielles, voilà le sens de cette langue des langues.

Il y a deux façons de se figurer le citoyen européen à venir comme « citoyen-traducteur ». Dans les rêves les plus fous des techniciens de l'Union européenne se révèle une vision d'un être-flux, découlant des technologies américaines: un type relié à une intelligence artificielle qui traduira pour lui. En projetant cet horizon technologique, l'UE ignore la question de la nation et son articulation affective en la réduisant à une procédure. Ce fut l'erreur fondamentale des pères fondateurs.

D'après Camille de Toledo et Heinz Wismann, *Le Monde*, 25.06.2014